

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Des-sanctions-a-l-escalade-militaire-une-route-pavee-d-erreurs-de-perception>

Des sanctions à l'escalade militaire - une route pavée d'erreurs de perception

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 9 mai 2022

Description :

Des sanctions à l'escalade militaire - une route pavée d'erreurs de perception. Qu'est-ce qui se cache derrière ce gâchis ? Eh bien, d'une part, l'orgueil ; mais aussi, l'échec à faire de vrais devoirs - et un manque de prévoyance stratégique... Alastair Crooke

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Qu'est-ce qui se cache derrière ce gâchis ? Eh bien, d'une part, l'orgueil ; mais aussi, l'échec à faire de vrais devoirs - et un manque de prévoyance stratégique.

Il semble que la guerre en Ukraine soit en train de se transformer - à la fois en s'élargissant, avec l'ouverture d'un front Moldavie-Transnistrie et d'un front polonais - et en s'approfondissant, avec les États-Unis qui se préparent à une longue guerre d'usure de type Idlib destinée à affaiblir et émasculer la Russie.

Les « nouveaux fronts » sont les stratagèmes classiques pour disperser la concentration militaire ciblée de l'adversaire, en forçant l'attention sur des feux de brousse fragmentés allumés autour du périmètre, qui exigent une action - et peut-être le déploiement de troupes.

L'initiative polonaise (coordonnée directement avec les États-Unis) est à la fois plus grave et plus sinistre. L'objectif, tel qu'il a été [décrit](#) par le chef des services de renseignements extérieurs russes (SVR), Sergueï Narychkine, serait d'établir le contrôle militaire et politique de Varsovie sur « ses territoires historiques » qui font aujourd'hui partie des frontières de l'Ukraine.

La Pologne introduirait ses troupes dans les régions occidentales du pays sous couvert d'une mission de « protection du territoire contre l'agression russe ». À terme, cela devrait conduire à une partition de l'Ukraine. Les Polonais installeraient un gouvernement ami sur le territoire qu'ils contrôlent.

Sinistre ? Eh bien, très probablement oui. Rappelez-vous le modèle d'Idlib. La Turquie (avec la coordination de la CIA) a envahi la province syrienne d'Idlib (revendiquant également ses « territoires historiques »), soi-disant pour protéger les « forces d'opposition » (c'est-à-dire les djihadistes liés à la CIA et à la Turquie) contre le « méchant régime Assad ».

Idlib est alors devenue un refuge semi-autonome, sous l'oeil vigilant des postes d'« observation » turcs installés dans tout Idlib. Les djihadistes ont été « normalisés » en tant qu'opposition politique luttant pour la démocratie, tout en étant entraînés et armés par des forces d'opérations spéciales extérieures pour tenter de renverser le président Assad.

S'agit-il du [plan étasunien](#) pour la prochaine phase d'une « longue guerre [contre la Russie], qui pourrait durer des années » ?

C'est fort possible

Quoi qu'il en soit, l'UE et les États-Unis sont susceptibles de se mettre d'accord sur un budget de 33 milliards de dollars pour l'Ukraine pour les [cinq prochains mois](#) - c'est-à-dire jusqu'aux élections de mi-mandat du Congrès américain ! (un calendrier qui en dit long) - qui vise à faire entrer en Ukraine des quantités massives d'armes de plus en plus lourdes et des masses d'argent liquide - si la Russie les laisse faire (ce qu'elle ne fera peut-être pas, préférant détruire les armes à leur arrivée).

On peut dire que la guerre de l'Occident contre la Russie a évolué d'une guerre financière ratée - qui n'a pas

entraîné l'effondrement précoce du rouble ni du système financier russe - vers le monde trop familier de la mise en place, du financement et de l'armement d'une insurrection d'usure.

Mais est-ce le cas ? Peut-être est-il toujours vrai que la lutte financière/sanctions/économique reste primordiale. Cela ne signifie pas du tout, bien sûr, que les résultats militaires sont insignifiants. Ils ne le sont pas. Mais c'est plutôt parce que l'Occident a tellement mal interprété la conduite de l'opération militaire russe (en essayant de la lire à travers le prisme d'une OTAN aveugle reflétant sa propre façon de faire la guerre) qu'une sous-estimation grossière du risque de perte catastrophique de l'UE dans l'espace de bataille économique est possible.

Si les risques d'une guerre de sanctions sont potentiellement si dévastateurs, pourquoi les dirigeants européens les ignorent-ils ?

Cette sous-estimation des risques auxquels l'Europe est confrontée résulte principalement d'une atmosphère de grande euphorie à Washington et à Bruxelles quant au déroulement du conflit militaire, à laquelle s'ajoute le plaisir d'infliger à Poutine une défaite civilisationnelle humiliante.

Cette combinaison a donné lieu à une évaluation optimiste de la « balance des forces économiques » de l'espace de combat entre l'UE et la Russie.

En voici l'essentiel : Au départ, [l'UE s'attendait](#) à ce que le rouble russe s'effondre rapidement en raison de la saisie des réserves de change russes par l'UE et les États-Unis et de la sanction de la banque centrale russe. Et cet effondrement de la monnaie, supposait-on, ferait tomber les dominos dans un effondrement en cascade des institutions financières russes.

Mais cela ne s'est pas produit. L'UE avait calculé uniquement sur la base de son expérience de la crise financière russe de 1998, et de la tentative américaine de crash du rouble en 2014. La raison de l'échec de leur plan est qu'entre-temps, la Russie a remédié à la vulnérabilité de son système financier aux attaques monétaires.

Aujourd'hui, le système financier russe est stable, sa monnaie a plus que récupéré les chutes initiales et sa balance commerciale a explosé en raison de la hausse actuelle des prix du pétrole et des matières premières.

Paradoxalement, la situation financière de la Russie est plus solide que celle de nombreuses économies européennes.

Bien sûr, la Russie souffre. Vendredi, le directeur de la Banque centrale a déclaré que la Russie pourrait connaître une baisse de 8 à 10% de son PIB cette année en raison des perturbations des lignes d'approvisionnement, les États occidentaux ayant retiré leurs entreprises de Russie. Et l'inflation est élevée. Elle a donné un chiffre de 10-12% pour l'inflation réelle (à peu près équivalent à celui de l'Europe). Mais elle a également réduit les taux d'intérêt, pour la deuxième fois, afin de stimuler l'investissement intérieur.

Loin d'un tableau d'effondrement économique imminent, elle a dépeint une situation douloureuse gérable à court terme, qui serait en grande partie corrigée d'ici 2024, malgré des incertitudes persistantes.

Après que l'Union européenne se soit demandé pourquoi son plan initial d'effondrement de l'économie avait échoué,

l'ampoule s'est allumée : Ah ! La Russie accumulait tellement de devises étrangères en vendant du pétrole et du gaz à des prix élevés que les entrées de devises faisaient grimper le rouble. Solution : l'UE doit cesser d'acheter du pétrole et du gaz russes. Elle doit priver Moscou de devises étrangères. Le rouble sera alors contraint de plonger comme il se doit.

Encore une fois, faux : En fait, la plupart des entrées de devises sont « stérilisées » sur les comptes de la Banque centrale, précisément pour qu'elles ne fassent pas grimper davantage la valeur du rouble. Lors du même événement où la directrice de la Banque centrale, Elvira Nabiullina, a présenté son rapport économique, Nikolaï Patrouchev, chef du Conseil de Sécurité Nationale de Russie, a expliqué exactement pourquoi le rouble ne s'est pas effondré, et les moyens par lesquels il a été « souverainisé ».

Mais bien sûr, Mme von der Leyen a interdit la diffusion de toutes les nouvelles (et de ces explications) en provenance de Russie dans l'UE - et, sous sa houlette, l'UE se rapproche de plus en plus de l'interdiction d'acheter du pétrole à la Russie. L'UE est de nouveau sur « l'escalator » des sanctions - et elle semble satisfaite d'y être.

Les experts ont clairement indiqué que l'interdiction du « tout » russe est synonyme de « rideau » pour l'Europe : inflation galopante, rationnement probable de l'énergie, désindustrialisation, récession et troubles sociaux.

Pourquoi l'UE ne change-t-elle pas de cap ?

Eh bien, en dehors de l'euphorie liée à la poursuite d'un changement idéologique majeur dans le monde, c'est parce que les dirigeants de l'UE ont la réalité militaire en face d'eux.

Les dirigeants occidentaux affirment que le calendrier militaire de la Russie, sa stratégie et son objectif de « rattacher l'Ukraine à la Russie » sont une véritable pagaille. Si vous croyez cela, alors prendre le risque économique de « sauver l'Ukraine » et « l'ordre » libéral peut être considéré comme valable.

Si vous croyez également que l'armée dysfonctionnelle de la Russie pourrait « perdre la guerre » dans les deux semaines à venir, voire dans quelques mois tout au plus, les dirigeants de l'UE pourraient alors considérer la flambée des prix de l'énergie - et même l'inflation - comme un simple phénomène transitoire. Et qu'à la fin de l'été, la normalité des prix reviendrait.

Le postulat sur lequel se fonde cette évaluation occidentale fantaisiste repose sur une interprétation totalement erronée de la façon dont une force russe plus petite pourrait utiliser une « stratégie de manoeuvre et de feinte » pour façonner un champ de bataille sur lequel des forces ukrainiennes plus importantes sont manipulées dans des positions défensives fixes et immobilisées - et coupées de tout soutien, renforcement et réapprovisionnement.

La doctrine clausewitzienne veut que la victoire soit obtenue en réduisant l'armée de l'adversaire en poussière (et en contournant les zones urbaines, si possible). Les forces russes réduisent en poussière les positions fixes et encerclées de l'armée ukrainienne principale dans le Donbass, exactement en ce moment. S'agira-t-il d'une victoire ? Non. L'Ukraine semble destinée à un ultime démembrement (certains États européens cherchant à obtenir un morceau de sa chair d'antan). Ce sera un moment lourd de risques d'escalade. Avec le recul, il sera probablement considéré comme un chapitre parmi d'autres d'une longue guerre.

Que se cache-t-il derrière ce désordre ? Eh bien, d'une part, l'hubris, mais aussi l'incapacité à vraiment étudier la situation - et un manque de prévoyance stratégique. De nombreuses idées fausses ont été alimentées par les

pressions de l'infoguerre. Les affirmations absurdes, aussi fausses soient-elles, ne pouvaient pas être contrées car... « Nous sommes dans une guerre de l'info contre la Russie, non ? ». Présenter un point de vue alternatif revient à « aider l'ennemi » russe dans sa désinformation ». Où étaient les experts qui comprennent réellement la Russie ? Exclut : Toutes les erreurs d'appréciation semblent avoir été commises par des membres du personnel animés d'une pure animosité : Des militants engagés, dirigés par un commandant suprême qui est personnellement et émotionnellement investi dans la lutte, aussi.

Alastair Crooke* pour [Al Mayadeen](#)

Original : « [The path from sanctions to military escalator - paved by misconceptions](#) »

[Al Mayadeen](#). Beyrouth, le 8 mai 2022

Traduction : [Réseau International](#)

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.